

10 mai 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la presse écrite norvégienne, Paris, jeudi 10 mai 1984.

QUESTION.- Paris semble vouloir relancer l'UEO dont la Norvège ne fait pas partie. Est-ce qu'il n'y a pas un risque que la Norvège soit un peu exclue de cette défense européenne ?

- LE PRESIDENT.- Non, il n'y a pas de projet précis de la France. Et je suis personnellement très attentif à ce que précisément aucun des pays de l'Alliance `atlantique` ne se trouve écarté d'une démarche commune. L'UEO existe, il est bon que l'on y apporte des idées nouvelles le cas échéant, mais il ne faut pas en faire un instrument qui puisse, comme je viens de vous le dire, écarter des alliés fidèles.

- QUESTION.- La gauche norvégienne en général..., la gauche n'a pas très bien compris la position... la position française sur les fusées américaines ?

- LE PRESIDENT.- La gauche est patriote, non ? La gauche, elle tient à l'indépendance et à la souveraineté de son pays. Moi, je suis tout à fait pour le désarmement. Je suis contre l'armement nucléaire mais je ne peux pas dire qu'il y aura de l'armement nucléaire d'un côté, qu'il n'y en aura pas de l'autre. L'Union soviétique a installé quelques 750 charges nucléaires avec 250 en Europe, 250 SS 20. C'est un armement nucléaire intermédiaire important, très important et beaucoup de gens qui ont protesté ensuite n'ont rien dit à ce moment-là. Il n'y a pas de raison de reconnaître à un seul pays en Europe le droit de disposer de cet armement. C'est tout ce que je veux dire. Si tout le monde s'entend pour qu'il n'y en ait pas du tout, alors là je suis cent fois d'accord. Pas de Pershing, pas de missile de croisière, rien du tout. Mais pas de SS 20 non plus. C'est simple...)

QUESTION.- ... Trois années après votre victoire historique, je voudrais bien vous poser une question qui porte sur la sidérurgie et la politique de tous les jours. Quand on regarde la crise mondiale... les sidérurgistes perdent un peu devant les contrats gouvernementaux de tous les jours et les réponses que les socialistes et les conservateurs font aux problèmes sont...

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas vrai du tout. Ce sont des histoires. C'est de la propagande.

- QUESTION.- (Inaudible)

- LE PRESIDENT.- C'est celle que j'ai défini en 1981.

- QUESTION.- (Inaudible)

- LE PRESIDENT.- Non, c'est parce que vous avez oublié. Retrouvez le texte que j'ai publié à l'époque. Je conteste.

- QUESTION.- ... contraintes économiques... M. Jospin dit qu'il faut provoquer...

- LE PRESIDENT.- Mais, naturellement. Mais les contraintes économiques, où est-ce que vous voyez les idéologies là-dedans.

- QUESTION.- Parfois, idéologiquement, on voudrait...

- LE PRESIDENT.- Idéologiquement, on voudrait qu'il n'y ait pas de contrainte.

- QUESTION.- Pendant cette période, vous avez sans doute dû prendre beaucoup de décisions qui vous ont paru difficiles, mais quelles décisions vous ont touché le plus et qui vous ont paru le plus difficile ?

- LE PRESIDENT.- Par exemple, les dernières décisions que j'ai dû prendre pour la sidérurgie. Le fait d'être socialiste ne m'empêche pas de penser qu'une industrie pour pouvoir être prospère et pour qu'elle emploie des travailleurs doit être concurrentielle puisque qu'il y a une concurrence internationale. Si cette industrie n'est pas concurrentielle, elle perd son marché. Si elle perd son

internationale. Si cette industrie n'est pas concurrentielle, elle perd son marché. Si elle perd ses marchés, sa production se ralentit. Si sa production ne se ralentit pas, elle travaille à perte. Si elle travaille à perte, elle se ruine. Si elle se retourne du côté de l'Etat pour lui demander de l'argent, alors c'est l'Etat qui se ruine. Et finalement la classe ouvrière y perd de tous les côtés à la fois. Donc, c'était une décision très difficile à prendre pour moi parce qu'une restructuration industrielle provoque toujours des drames et des souffrances et des souffrances dans la classe ouvrière. Mais, je fais cela pour son bien, dans son intérêt.\

QUESTION.- Est-ce que vous recevez beaucoup de lettres...

- LE PRESIDENT.- Je reçois beaucoup de courrier. Mais enfin ce courrier n'est pas désagréable. Je reçois beaucoup de courrier, mais je crois que c'est tous les présidents de la République qui reçoivent beaucoup de courrier.

- On ne peut pas dire que la droite et la gauche font la même chose à cause des contraintes économiques. Mais pas du tout. D'abord c'est une curieuse façon de juger la politique d'un pays en ne parlant que de son économie. Il y a beaucoup d'autres choses qui interviennent. Il y a ses libertés, il y a la responsabilité des citoyens plus ou moins, il y a plus ou moins l'Etat, de centralisation et de décentralisation, il y a plus ou moins de droit du travailleur dans l'entreprise. Je suis toujours allé dans le sens de plus de liberté, plus de responsabilités, plus de réformes sociales et plus de droits du travailleur. La crise économique n'a absolument pas empêché de faire adopter ces lois. La droite, elle ne fait pas cela, elle fait le contraire. Naturellement, il n'y a pas deux façons de considérer les taux d'intérêt de l'argent. L'inflation dans les pays capitalistes conservateurs et dans les pays socialistes, l'inflation, c'est l'inflation. Les méthodes pour la réduire ne sont pas les mêmes, mais il y a aussi des méthodes qui se ressemblent. Ce n'est pas de l'idéologie. Je ne connais pas d'idéologie socialiste qui dit : faites de l'inflation. Si il y en a qui le disait, ils auraient bien tort. Parce que l'inflation, c'est une prime pour les riches et c'est un impôt sur les pauvres. Quand je dis je suis contre l'inflation, je suis socialiste.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la Norvège vient, il y a un an, d'inviter le Prix Nobel de la paix, Andreï Sakharov et sa femme... et dans le contexte de la situation aggravée du couple Sakharov en Union soviétique et en vue de votre prochain voyage en Union soviétique, avez-vous envie de discuter avec...

- LE PRESIDENT.- Cela fait des années que j'interviens pour des personnes qui souffrent dans leur liberté. Il y a des années et particulièrement M. Sakharov et sa famille. Je me souviens d'être intervenu pour sa belle-fille aussi qui elle est partie, a pu partir. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Ce n'est pas parce que je vais ou je ne vais pas en Union soviétique que j'ai une position différente sur les droits des personnes à aller là où ils veulent aller. Ma position sur les droits de l'homme n'est en rien affectée par les voyages que je fais ici ou là. Je continue donc d'espérer qu'il sera possible à M. et Mme Sakharov d'aller où ils le souhaitent pour vivre.\

QUESTION.- Vous évoquez dans "Libération" de ce matin un projet de société. Est-ce que l'on peut appeler cela ...neutralisme exportable ?

- LE PRESIDENT.- Je voudrais bien exporter beaucoup de choses mais pas spécialement ça. Ce n'est pas le thème, le thème de troisième voie n'est pas l'expression, troisième voie n'est pas de moi. Ce que je dis c'est la traduction de la réalité actuelle en France. En France, il y a un grand secteur public. Je pense que ça doit être le plus grand secteur public actuellement. Avant il y avait un secteur public italien plus important, mais je crois que le nôtre est le plus important aujourd'hui. Il y en a au Portugal aussi, dans d'autres pays occidentaux. Déjà avant moi en 1945, on avait nationalisé également des banques, des assurances, automobiles, charbonnages, électricité, mais j'ai continué. J'ai élargi. Mais je n'ai pas collectivisé l'économie française, ce qui permet de dire c'est mixte : il y a le privé, il y a le public. C'est-à-dire qu'il y a une cohabitation du plan et du marché. C'est une expérience assez originale, mais je crois qu'elle est sage. On ne peut pas dire que c'est une société social-démocrate dans ce sens que j'admire beaucoup de nombreuses réalisations des pays notamment scandinaves qui ont fait cela, mais se sont davantage attaqués à l'aspect social qu'à l'aspect économique. Nous, nous avons réalisé des nationalisations qui n'ont pas été désirées d'ailleurs par nos amis des autres pays. C'est donc différent. Est-ce que c'est une deuxième voie, une troisième voie, une quatrième voie, c'est à vous de voir. Mais troisième

voie veut souvent dire quelque chose qui est à mi-chemin entre le libéralisme genre Etats-Unis d'Amérique par exemple ou Angleterre actuelle et socialisme. Non, moi je suis socialiste. C'est une façon de voir le développement d'une société socialiste de liberté.\

QUESTION.- Il y a beaucoup de spéculations en ce moment à cause des problèmes entre les partis de la majorité en France, et aussi à cause des problèmes de cette majorité envers l'opinion publique, que à plus ou moins courte échéance vous aurez besoin de modifier votre base politique en profondeur. Que pensez-vous de cela ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas en tout cas en Norvège que je vais faire la confiance. Un problème pour les Français. J'ai été élu sur la base de l'union de la gauche. J'ai vu dans cette union de la gauche d'abord la possibilité de réaliser un vaste front des couches sociales intéressés par mon action, des couches sociales généralement opprimées ou exploitées, traduction politique normale, c'est-à-dire que je me suis adressé aux partis politiques qui représentent ces couches sociales. Et je continue d'espérer que ces couches sociales pourront restées associées.

Maintenant, en plus le gouvernement de la France ne dépend pas directement des partis politiques. Le gouvernement est conduit par le Premier ministre et j'en définis les principales lignes d'action. Qu'il y ait des tensions au sein de la majorité -vous savez en France c'est assez habituel, l'ancienne majorité, l'actuelle majorité - que ces tensions puissent un jour arriver à des ruptures, je ne le souhaite pas. Ce n'est pas mon rôle de les commenter.

- QUESTION.- Monsieur le Président, le destin des personnes publiques m'intéresse...

- LE PRESIDENT.- Sur la première question, chaque fois que je dois prendre une décision de gouvernement qui inquiète, qui angoisse les gens qui me font confiance. Cela me pose un problème moral. C'est pourquoi j'agis en tout cas en conscience parce que je crois que c'est dans leur intérêt. Cela arrive souvent dans la vie personnelle avec des parents ou avec des amis, on fait des choix qui dans la première minute choquent et puis ensuite on se dit eh bien vous avez raison. Bien entendu, ceux qui me provoquent le plus de conflits intérieurs, ce sont ceux là. Ceux qui peuvent provoquer la peine, parfois le désespoir, de ceux que je veux servir et la tâche d'un chef d'Etat l'oblige parfois à agir de la sorte. Autrement, je n'ai pas d'état d'âme. Oui, ça en est ça, mais pour le reste je n'en ai pas.\

` Suite réponse `

- L'autre question, vous savez je suis exposé aux regards évidemment mais c'est la fonction qui veut cela. Si je ne voulais pas être exposé aux regards, il ne fallait pas que je me présente d'abord, ensuite il ne fallait pas que je sois élu. Ces deux éléments se sont produits. Je ne peux pas m'étonner des conséquences, ce ne serait pas sérieux de ma part. Il ne faut pas croire que ce soit à chaque heure du jour, je garde un large secteur de vie personnelle, de réflexion, de lecture, de promenades. Je ne suis pas enfermé. Je vais déjeuner, dîner au restaurant plusieurs fois par semaine dans Paris, hier encore. Je vais acheter mes livres dans les librairies, je me promène dans Paris. Je vais de chez moi à l'Elysée à pied quelques fois. Je le fais encore assez souvent mais je ne passe pas toujours par le même chemin parce qu'on m'attendrait. Donc, je n'ai pas à m'en plaindre et je vois beaucoup d'amis chaque fois que j'en ai la possibilité. Je prends l'avion. Je vais passer une soirée souvent le samedi chez des amis en province, dans mon département de la Nièvre que j'ai représenté pendant trente cinq ans. J'y ai des amis, j'écoute ce qu'ils me disent. Bien entendu, j'ai moins de temps et moins de liberté que je n'en avais avant. Je ne suis pas encore un robot, un robot présidentiel. Enfin, je crois j'ai l'impression. Je me trompe peut-être les robots ne savent pas qu'ils sont des robots & ils croient qu'ils pensent. Tout est relatif.\

QUESTION.- Est-ce que vous permettez qu'on revienne deux secondes sur quelque chose de beaucoup plus concret : le gaz norvégien ? La France a accepté, avec l'Algérie, de payer un prix un peu fort peut-être que certains appellent politique, peut-être dans le -cadre des échanges Nord - Sud. Est-ce que dans un avenir plus ou moins lointain, il est question de faire de même pour le gaz norvégien qui coûte très cher à exploiter ?

- LE PRESIDENT.- Ça m'étonnerait tout de même. L'aspect Nord - Sud coopération, il ne faut pas trop l'utiliser. Certes, la France a le plus grand intérêt à entretenir des relations amicales avec les pays du tiers monde auxquels l'unissent la culture et l'histoire. Mais, vous savez, si nous avons ce

gaz, en revanche l'Algérie nous a commandé beaucoup de grands travaux, beaucoup de fournitures. Notre commerce extérieur s'est amélioré avec l'Algérie et nous avons fait, en somme, un échange. Peut-être pourrait-on le faire plus cher en Norvège si la Norvège nous achetait davantage. Mais on en n'est pas là.

- En tout cas, la Norvège n'est pas un pays du tiers monde et c'est un pays développé. Votre revenu par tête d'habitant est supérieur au nôtre. C'est vous qui devriez nous vendre du pétrole moins cher. Si vous voulez bien le dire aux dirigeants. Normalement, ils devraient nous vendre le pétrole moins cher. C'est vrai, par tête d'habitant, les Norvégiens sont bien plus riches que les Français.

- QUESTION.- Là, ça n'aurait pas été dans l'aéronautique.

- LE PRESIDENT.- Oui, mais il n'y a pas de raison, quoi. Ça vous coûte cher mais ça vous rapporte encore plus. Alors, vous n'êtes pas à plaindre. Je voudrais bien en avoir autant moi, pour la France. Tant mieux pour la Norvège, je ne suis pas jaloux. Tant mieux, c'est un pays qui le méritait parce que depuis des siècles et des siècles, les Norvégiens sont des gens qui ont montré de l'audace, de la ténacité. Ils ne sont pas nombreux ceux qui peuvent, au point de vue démographique - un grand peuple au point de vue historique mais limité par la démographie. Ils ont là une chance économique formidable. Tant mieux pour eux, c'est bien. Qu'ils nous en fassent profiter un peu, quoi.

QUESTION.- Je suis désolé de revenir un peu dans la politique française. On ne peut pas cacher que pendant des mois, il y a eu quelques problèmes avec les ... mais maintenant, on est à peu près à deux ans des premières élections parlementaires `législatives` et à quatre ans des prochaines élections présidentielles. Mais vous auriez dit une fois qu'il serait dommage si la gauche perdait en 1986 parce que maintenant vous aurez fait le plus dur et ce serait dommage si c'était l'autre bord qui en profitait.

- LE PRESIDENT.- Vous avez tout à fait raison.

- QUESTION.- Quelle sera votre stratégie pour essayer d' ... une victoire ?

- LE PRESIDENT.- Il faut continuer ce que l'on fait. C'est la persévérance qui sera récompensée. Les résultats de notre politique sont déjà très importants. Sur tous les paramètres économiques, nous avons de bien meilleurs résultats que la majorité précédente. Sur tous. Mais l'opinion ne le sent pas. Ou bien ne l'éprouve pas. C'est vrai mais ce n'est pas ressenti. Donc, il faut du temps pour que ce soit assimilé par l'opinion. Donc, en continuant, au bout de cinq ans, c'est-à-dire en 1986, je pense que l'opinion se rendra compte que nous avons de bons résultats. Donc, renverser la tendance exige que nous continuions notre action.

- QUESTION.- Monsieur le Président, à votre avis, pourquoi l'opinion ne perçoit-elle pas la politique ...

- LE PRESIDENT.- Vous savez, nous sommes obligés de prendre des mesures très, très dures. Nous avons bloqué les salaires et les revenus, les prix. Enfin, je dis les prix et les revenus parmi lesquels il y a les salaires. Il n'y a pas beaucoup de gouvernements qui ont fait ça pour casser l'inflation. Nous obtiendrons cette année une inflation qui sera plus de moitié moins de celle que j'ai reçue de mes prédécesseurs. Mais ça suppose des sacrifices, ça. Si je veux moderniser l'industrie, je suis obligé d'obliger les gens à une plus grande mobilité sociale, professionnelle. C'est donc dur. Alors, avant que les résultats commencent à être là. C'est comme un médecin, vous comprenez, ou un chirurgien qui, s'il nous enlève un abcès là, ça fait mal, mais une fois que c'est cicatrisé, on lui dit merci. Il a travaillé pour notre bien. C'est un petit peu ce qui se passe ici. Mais, madame, les sondages ne me feront pas changer d'avis. Ça devient presque un luxe que d'avoir des mauvais sondages.

- QUESTION.- ... parce que beaucoup de gens apprécient que vous ayez la volonté de prolonger ...

- LE PRESIDENT.- J'essaie en tout cas, on verra bien.

QUESTION.- Mais la France est un pays de beaucoup d'individualistes. Est-ce que c'est très difficile de gouverner un pays qui produit ses 485 sortes de fromages, quelque chose comme ça ?

- LE PRESIDENT.- Les Français n'ont jamais été faciles à gouverner, pour personne. Mais c'est une de leurs vertus aussi. C'est un défaut, c'est une vertu. Laissez les philosophes et les moralistes

une de leur vertu aussi. C'est un défaut, c'est une vertu. Laissons les philosophes et les moralistes en discuter. Mais j'adore les fromages, je le signale.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez goûté une grande partie de ces 400 et quelques fromages ?

- LE PRESIDENT.- Oui, une très grande, oui. Absolument, je suis très compétent.

- QUESTION.- Mais, dans un pays comme la France, on mange tellement bien, on boit tellement bien ...

- LE PRESIDENT.- Je suis très sobre.

- QUESTION.- Oui, je n'en doute pas. Mais quel serait vraiment le dîner de grand luxe pour vous si ...

- LE PRESIDENT.- Je vous décevrais parce que j'aime les choses simples.

- QUESTION.- ... (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Une omelette, non ? Pas norvégienne. Une bonne choucroute, j'aime ça. Un beefsteack frites. Je reconnais qu'à l'Elysée ça ne fait pas toujours bon effet. Un bon fromage, un bon fruit. Mais si vous voulez que je vous fasse un menu type de choses raffinées - mais je ne veux pas que ça soit dans les journaux. Dans une conversation particulière, je vous le dirais, mais pas pour les journaux. Vous imaginez : le Président de la République a tracé un menu gastronomique et touristique pour les Norvégiens. J'aime beaucoup les escargots de Bourgogne.

- QUESTION.- Est-ce que le Président de la République ... par exemple, on déjeunait avec M. Mermaz, il y a quelque temps, il paraît que le Président de l'Assemblée a rempli la cave, qu'il est en train de boire les bouteilles de M. Chaban pour le moment.

- LE PRESIDENT.- Alors là, je ne suis pas au courant.

- QUESTION.- ... (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Je crois que c'était bien fourni, l'Elysée quand je suis arrivé. C'était une maison bien tenue.

- Voilà, on a dit l'essentiel, merci.\